

Communiqué

André CHASSAIGNE
Député du Puy-de-Dôme

Guillaume BACHELAY
Député de Seine-Maritime

SANOFI, l'intersyndicale et les députés reçus par le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, du Numérique et de l'Innovation

Jeudi 6 avril, avec des représentants de l'intersyndicale de SANOFI, nous nous sommes rendus au Ministère de l'Economie et des Finances pour rencontrer Christophe SIRUGUE, secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, du Numérique et de l'Innovation.

Comme nous l'avons fait à plusieurs reprises à l'Assemblée nationale, lors d'échanges avec les syndicats ou au cours de la table ronde organisée par la commission des affaires économiques et consacrée à « l'avenir de l'industrie du médicament en France » le 15 février dernier, nous avons fait part de nos interrogations sur les orientations stratégiques, industrielles et financières du groupe SANOFI et leurs possibles conséquences.

Les organisations syndicales ont confié leurs inquiétudes quant à l'avenir du groupe. Avec elles, nous avons relayé quatre enjeux majeurs auprès du Ministre : la réorganisation et la pérennisation de l'activité chimie du groupe, la souveraineté sanitaire de la France et la capacité de notre industrie pharmaceutique à produire des médicaments pour la santé de nos concitoyens, l'empreinte industrielle dans notre pays de ce groupe intégré, notamment pour les sites de Vertolaye (Puy-de-Dôme) et de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), la nécessité de l'information-consultation constante des instances représentatives du personnel.

Le Ministre a été attentif aux analyses, aux interrogations et aux attentes des représentants syndicaux et des membres de la représentation nationale. Il a indiqué que le Gouvernement est dans l'attention et le suivi permanents de la situation de l'entreprise, fleuron de l'industrie française en même temps que groupe international. Il a également indiqué la volonté de la puissance publique d'être acteur face à des enjeux d'intérêt général : la santé, le développement économique et l'emploi.

Mobilisés et actifs, nous restons à l'écoute des salariés et de leurs représentants, au plan national et sur les sites, pour relayer leurs préoccupations et être force de propositions.